

« Il était réservé à Mézières, pour comble de malheur, dit l'auteur du *Crime de Mézières*, de voir pendant les vingt-quatre heures qui s'écoulèrent avant que le vainqueur fit son entrée dans la place, des scènes qui feront la honte éternelle de ceux qui, le pouvant, n'ont pas eu le courage de les prévenir ou de les réprimer. Les approvisionnements de toute sorte furent laissés à la disposition d'une multitude sans frein qui organisa un hideux pillage et gaspilla sans mesure. On spécula même sur ces matières abandonnées. Ceux qui purent en accaparer en assez grande quantité revendirent à vil prix. Des tonneaux de vin et d'eau-de-vie furent défoncés par les soldats. Une partie de la garnison s'enivra. Et pendant que se passaient ces scènes navrantes, l'autorité militaire resta obstinément cachée. Seuls et impuissants contre cette foule, le préfet républicain Dauzon, plusieurs notables de Mézières et de Charleville, indignés mais fermes, et comprenant leur devoir, luttèrent et cherchèrent en vain à rétablir l'ordre. »

disparaissent tout à coup pour un instant dans un tourbillon de fumée noire.

Et toujours les mêmes sifflements, les mêmes détonations, les mêmes écroulements de murailles, tout cela dans une nuit froide, calme et sereine, en face de l'homme en furie, avec des étoiles au firmament, et dans l'air le reflet blancâtre et demi-clair de la neige...

Au dedans, spectacle horrible du plus épouvantable cataclysme : les maisons, les rues entières s'effondraient sur elles-mêmes ; les murs encore debout, éventrés par de énormes projectiles, s'affaissaient comme des géants vaincus : les rues encombrées, les fils du télégraphe coupés et barrant les passages encore libres, les becs de gaz brisés ou tordus par l'effleurement d'une bombe, le rebondissement et l'éclatement de l'obus sur le pavé, tout cela était magnifique et horrible.

Puis parfois tout se taisait pendant quarante, cinquante secondes ; alors on pouvait voir une ombre affolée, surgissant d'une maison en flammes ou d'un tas de décombres fumants, et se dirigeant bien vite en longeant les maisons, ployée en deux sur elle-même et frémissante, vers les casemates ou derrière les remparts, le seul abri sûr...

Et parfois aussi, interrompant ces rares répit, un long gémissement, le halètement rauque d'un homme étouffé ou brûlant vif, le dernier cri d'angoisse suprême de l'homme à l'agonie...

Soixante habitants périrent ainsi ensevelis sous les décombres, dans les caves de leurs maisons.

Puis les obus tombaient plus vite, les murs s'effondraient toujours, les flammes se ravivaient, les maisons épargnées étaient atteintes avec une infernale adresse.

Quelle nuit ! et quelle aurore !

Enfin, le 1<sup>er</sup> janvier 1871, à huit heures du matin, le commandant de place fit élever le drapeau blanc sur la citadelle.

Les Prussiens, ne le voyant pas, bombardaient toujours. Alors, vers dix heures et demie, trois gardes mobiles, parmi lesquels un clairon et un sous-officier, furent détachés de la *lunette de Berthaucourt*, et allèrent poser le drapeau de la reddition en avant même de l'avancée, confiée aux francs-tireurs de la première compagnie, commandés par le capitaine Thiéry, dont pas un n'avait quitté son poste périlleux.

Et peu à peu, comme à regret, les coups de canon cessèrent. Mézières brûla jusqu'au soir.

Et le lendemain, à onze heures, les Prussiens, musiques et fifres en tête, entraient dans la ville détruite, trébuchant au milieu de ses décombres.

La vieille cité de Bayard avait reçu plus de six mille obus, et n'avait tiré que cent cinquante coups de canon.

L'écrivain auquel j'emprunte ces détails accuse le colonel qui commandait Mézières de s'être peu montré, de n'avoir ni harangué ni encouragé ses soldats, de n'avoir point paru sur les points menacés. Les officiers subalternes seuls, et leurs soldats, auraient fait preuve de vaillance.

Après Mézières, Rocroi devait succomber. Je détache le récit de la capitulation de Rocroi d'un rapport inédit dont on ne saurait mettre en doute l'authenticité :

« Le parlementaire prussien s'est présenté le 5 janvier à la porte de Bourgogne à dix heures du matin ; il a été reçu par M. Mélin, commandant de place, M. Neveux, maire, et M. Alph. Sanier, sous-préfet. Il a sommé la ville de se rendre en la menaçant d'un bombardement qui devait commencer à midi, et en déclarant que si la ville se défendait, les autorités civiles seraient envoyées en Prusse. En présence de ces insolentes injonctions auxquelles le commandant répondit de la façon la plus digne, les pourparlers ne pouvaient être longs, mais de dix heures un quart à midi, il ne restait que sept quarts d'heure pour prendre les dernières mesures et mettre en sûreté les femmes et les enfants ; en d'autres termes et sous une apparente modération de formes, c'était un bombardement brutal et immédiat.

« A midi juste la première bombe tomba, puis ce fut un feu roulant, quelque chose d'horrible ; cinq ou six incendies se déclarèrent, deux très-considérables : à cinq heures du soir une vingtaine de maisons brûlaient, le tiers à peu près de la petite ville. Le bombardement se ralentit alors peu à peu, puis cessa tout à fait. A six heures un quart, le parlementaire prussien se présenta de nouveau et offrit aux autorités les conditions de capitulation de Mézières : garnison, mobiles, mobilisés, douaniers et gendarmes prisonniers de guerre ; remise des armes et munitions ; garde nationale sédentaire prisonnière sur parole ; autorités civiles libres ; ajoutant qu'en cas de refus, la ville serait entièrement détruite par la grosse artillerie de siège qui était toute prête. Le commandant déclara qu'il voulait, avant de répondre, consulter le conseil de défense : il demanda toutefois au maire et au sous-préfet, qui n'en faisaient pas partie, quelle était leur opinion. M. Sanier répondit que, tout en appréciant l'horrible puissance de destruction de l'artillerie prussienne et l'étendue des sacrifices que le bombardement imposait à la population civile, il ne croyait pas encore arrivé le moment où toute résistance était impossible ; que tout au contraire la défense utile allait commencer à se produire quand l'ennemi, jugeant la ville détruite, s'approcherait forcément de la place à portée de nos projectiles.

« Le commandant affirma qu'il était bien déter-

miné à prolonger la résistance et consulta le conseil de défense, dont tous les membres étaient jusque-là restés silencieux. C'étaient MM. Dupuis, capitaine d'artillerie ; Chereau, capitaine du génie ; Lebeau, capitaine des mobiles ; et Cornu, capitaine commandant la garde nationale. Le conseil décida à l'unanimité la capitulation aux conditions de Mézières, les pièces ne portant pas jusqu'aux batteries prussiennes et les remparts n'étant défendus que par une centaine de mobiles incapables de repousser un assaut et dont plusieurs avaient déjà

déserté leur poste. D'ailleurs la poudrière n'étant pas suffisamment protégée contre la grosse artillerie prussienne, il fallait craindre au premier instant une explosion et ses épouvantables conséquences.

« Quant au sous-préfet, comme il ne se trouvait pas de francs-tireurs dans la ville, il ne fut point fait prisonnier comme le préfet des Ardennes. »

A cette date, Longwy, ravitaillé parla Belgique, Paris bloqué, Bitche investie et Belfort bombardée tenaient encore.

## DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES DU CHAPITRE XIV

### N° 1.

#### CAPITULATION DE MONTMÉDY.

Le *Nord-Est* annonce que le conseil municipal de Montmédy s'est réuni le 29 septembre dernier, et que dans cette séance il a pris une délibération tendant à protester contre les assertions de l'autorité militaire au sujet de la reddition de la ville. Voici le texte de cette délibération :

Ce jourd'hui vingt neuf septembre mil huit cent soixante-onze,

Les membres du conseil municipal de la ville de Montmédy, réunis en nombre suffisant pour délibérer, en la salle ordinaire des séances, sous la présidence de M. le maire, ont pris la délibération suivante :

« Le bruit court que le commandant supérieur de la place de Montmédy n'aurait capitulé que sous la pression des habitants et en cédant à leurs instances et à leurs prières. S'il est vrai qu'on ait cherché à justifier ainsi la reddition de la place, le conseil municipal, au nom de toute la population, proteste énergiquement contre cette allégation, qui n'est qu'une odieuse calomnie.

« Non-seulement la population ni même aucun habitant n'ont fait aucune instance auprès du commandant supérieur Tessier pour le déterminer à capituler, mais l'honorable adjoint qui remplissait les fonctions de maire s'est fait un jour l'interprète de ses concitoyens et a pu, dans une circonstance qu'il rappellera, affirmer au commandant que jamais la population ne l'engagerait à se rendre. Aussi l'autorité militaire n'a-t-elle pas jugé à propos de consulter même la municipalité, qui n'a été avertie de la capitulation que par une lettre de M. Tessier ainsi conçue :

« Après une résistance à laquelle l'ennemi rend hommage, je suis obligé de subir la même capitulation qu'à Thionville. J'avais le choix entre la

reddition de la place et la destruction complète de la ville et de la garnison.

« Chaque garde national sera libre contre l'engagement ci-joint : il déposera avant dix heures son fusil à la mairie.

« Agréez, etc. »

« Cette lettre renferme la preuve que l'autorité civile a été mise à l'écart, aussi bien pour ce qui concernait la défense de la place que pour les conditions de la capitulation.

« L'autorité militaire avait-elle le droit d'agir ainsi ? Le conseil, en se rapportant à ce qui s'est passé en 1815, ne le croit pas.

« A cette époque en effet, la place était commandée par le général Laurent, qui, malgré sa haute position, a cru devoir prendre l'avis des habitants avant de capituler et en déléguer un pour défendre les intérêts civils. C'est aussi ce qui a eu lieu pendant la guerre de 1870 dans la généralité des places fortes, commandées par des hommes intelligents qui n'avaient pas pour la population civile le mépris que les commandants de Montmédy ont manifesté pour celle de cette malheureuse ville. Ils ont voulu assumer sur eux toute la responsabilité de la concentration de tous les pouvoirs entre leurs mains ; qu'ils en acceptent les conséquences.

« Le conseil municipal sollicite du gouvernement une enquête sérieuse et minutieuse sur tout ce qui s'est passé à Montmédy, depuis le commencement de la guerre jusqu'à la capitulation de la place. Cette enquête démontrera le zèle des habitants à concourir à la mise de la forteresse en état de défense, l'absence de toute sollicitude de l'intendance militaire pour les malheureux mobiles ou les soldats qui sont venus se réfugier à Montmédy après le désastre de Sedan, le mépris de l'autorité militaire pour les habitants, dont les uns ont été frappés, les autres incarcérés sans motifs, ou plutôt parce qu'ils élevaient de légitimes réclamations

et voulaient s'opposer au pillage de leurs maisons par des soldats enivrés, le dédain avec lequel on recevait les avis du dehors sur les mouvements et les travaux de l'ennemi aux environs de la place, le refus du commandant supérieur à promettre des vivres aux habitants qui resteraient dans la ville, quand il s'y trouvait des approvisionnements en biscuit, farine, riz, café, sucre, lard, etc., pour nourrir la garnison et la population pendant plus de deux ans.

« Le conseil désire en un mot que la conduite de tous passe au creuset de la vérité, et justice sera faite à chacun. »

N° 2.

COMBAT DE PONT-NOYELLES.

*Rapport officiel du général en chef au commissaire général de la défense.*

L'armée avait pris depuis deux jours ses cantonnements à Corbie et dans les villages espacés le long de la rive gauche d'un petit ruisseau, appelé la Hallue, qui se jette dans la Somme à Daours. Elle avait choisi pour champ de bataille les hauteurs qui en bordent la rive gauche, laissant le soin de traverser le vallon à l'ennemi, qui, venant d'Amiens, devait l'aborder en débouchant par la rive droite.

Le général Faidherbe avait prescrit aux troupes de n'opposer qu'une légère résistance dans les villages, avec quelques tirailleurs, et de se porter de suite sur les positions dominantes en arrière. Cet ordre fut exécuté ponctuellement, et, vers onze heures, les deux armées étaient en présence, séparées par une vallée étroite, mais marécageuse, et se canonnaient par-dessus les maisons en déployant de chaque côté de 70 à 80 bouches à feu. Les tirailleurs ennemis ayant pénétré dans les villages, échangeaient aussi des coups de fusil avec les nôtres.

Vers trois heures et demie, le feu de l'artillerie se trouvant ralenti de part et d'autre, ordre fut donné sur toute la ligne à notre infanterie de courir sus à l'ennemi, pour le repousser des villages dans les positions en arrière. Cet ordre fut exécuté avec beaucoup de vigueur et d'entrain. A l'extrême gauche, la division Moulac enleva Daours et Vecquemont, la division du Bessol prit ceux de Pont-Noyelles et Querrieux. La division Robin, des mobilisés du Nord, entra dans le village de Béhancourt. Enfin la division Derroja, à la droite, se chargea des villages de Bavelincourt et Préhencourt, poursuivant l'ennemi bien au delà.

A cinq heures, le succès était complet partout; mais la nuit était venue, on ne distinguait plus les amis des ennemis, et les Prussiens profitèrent de cette circonstance et de l'indécision qui en résulta pour rentrer sans lutte à Daours, à Querrieux et à Béhancourt. Nos troupes, ayant repris toutes leurs positions de la veille, y passèrent la nuit et y restèrent encore le lendemain jusqu'à deux heures de

l'après-midi, pour voir si l'ennemi essaierait de recommencer la lutte, ce qu'il ne fit pas. Quelques coups de fusil furent seulement échangés de loin. Après avoir ainsi constaté sa victoire, l'armée alla prendre ses cantonnements entre Corbie et Albert.

Nos jeunes troupes ont beaucoup souffert de la rigueur de la saison et des privations inévitables dans de telles circonstances. Le pain qu'on leur a distribué était gelé, et par suite non mangeable. Les pertes peuvent être évaluées par aperçu à 200 hommes tués et à 1,000 ou 1,200 blessés, la plupart légèrement. Nous ne connaissons pas celles de l'ennemi, que notre artillerie, parfaitement servie, et le feu très-vif de nos artilleurs a dû fortement éprouver. Des prisonniers et des blessés sont restés entre nos mains. Quelques jours de repos dans de bons cantonnements vont être accordés à l'armée du Nord.

*Le général de division commandant l'armée du Nord,*

FAIDHERBE.

N° 3.

LETTRE DU GÉNÉRAL FAIDHERBE.

*En réponse aux assertions du général von Gœben.*

Monsieur le directeur,

Les Prussiens, pour mener à bonne fin leurs ambitieux projets en Europe, ont besoin de passer pour invincibles. Les dernières guerres qu'ils ont faites viennent assez à l'appui de cette prétention. Parmi les quelques revers qu'ils ont éprouvés en France, Coulmiers les touche médiocrement, parce que les troupes battues à Coulmiers étaient bavaroises; mais Bapaume les gêne, parce que le 8<sup>e</sup> corps, qui combattait à Bapaume, est essentiellement prussien.

Le général von Gœben tient donc beaucoup à prouver qu'à Bapaume nos jeunes conscrits des régiments de marche de l'armée du Nord n'ont pas infligé d'échec à ses vieux régiments prussiens.

Sa thèse, traduite d'un journal militaire prussien, vient d'être publiée par le ministère de la guerre français dans le *Moniteur de l'armée* (française), sous le titre de : « Rectification du général de Gœben sur le livre du général Faidherbe intitulé : *la Campagne de l'armée du Nord en 1871.* »

Cette pièce est assez peu gracieuse pour l'armée française, car on y trouve, par exemple, la phrase suivante :

« Là, comme en d'autres circonstances, les Français parlent de victoire, parce qu'ils ont repoussé nos postes avancés; cela n'a rien qui nous surprenne. Ce sont des idées bizarres qui prêtent à rire et qui procurent à l'armée une facile consolation. »

Le directeur du *Moniteur de l'armée* (et je l'en remercie) a bien voulu faire remarquer que les assertions du général allemand ne sauraient être admises qu'après un débat contradictoire.



*A. Regnaud*

Je viens donc vous prier de vouloir bien prêter la publicité de votre journal à ma réponse.

Si j'étais seul en question, je n'eusse pas répondu; mais il y a les généraux, les officiers et les soldats que j'avais l'honneur de commander, qui, par leur bravoure et au prix de leur sang, ont apporté une petite consolation à la patrie abattue, et je ne puis leur laisser enlever ni laisser amoindrir la gloire qu'ils ont acquise dans cette circonstance.

Le général von Gœben prétend que l'article du *Daily Telegraph*, que j'ai cité parmi mes pièces

justificatives, est le résultat d'une erreur d'un reporter anglais, et qu'il n'a pas fait le rapport officiel que cet article lui attribue.

Voici l'article du *Daily Telegraph* du 9 janvier :

« Le général de Gœben, commandant de deux divisions de l'armée du Nord, publie un rapport officiel sur les engagements du 2 et du 3.

« Il établit que trop peu de troupes ont pris part à l'action, à cause de la marche trop lente de ses forces, et aussi que les nouveaux régiments paraissent être trop faibles. Il demande aux com

« mandants des régiments une liste des officiers qui ont fui, pour qu'ils soient immédiatement cassés. »

Cet article est si clair et si net; il concordait tellement avec les résultats obtenus par nous, avec les renseignements fournis par les populations du pays, et le témoignage d'un étranger qui se trouvait parmi les Prussiens, constatant tous que des corps ennemis avaient été vus, le 3 au soir et le 4, s'éloignant du champ de bataille en grand désarroi, dans les directions de Saint-Quentin, de Péronne et d'Amiens, que j'ai cru pouvoir donner ce document comme sérieux et exact.

Mais, du moment que le général von Gœben affirme n'avoir pas fait un tel ordre du jour, ce n'est pas moi qui douterai de la véracité d'un adversaire qui, personnellement, s'est toujours montré loyal et plein de courtoisie, et je déclare m'en rapporter à sa parole.

Quant à ses appréciations sur la bataille, je ne saurais les accepter.

J'établirai simplement des faits.

Le 2 janvier, les Prussiens, avec plus de quatre-vingts pièces de canon, occupaient tout autour de Bapaume les villages d'Achiet-le-Grand, Béhagnies, Sapignies, Bihucourt-Mory, Bougnâtre, Favreuil, Grevillers, Biefvillers, Avesnes et Tilloy.

Dans les journées du 2 et du 3, tous ces villages

furent successivement enlevés par les têtes de colonne de l'armée française, après une lutte acharnée, comme cela est raconté dans ma relation. Les Prussiens laissèrent sur le terrain des morts et des blessés en grand nombre.

Le 3, à la nuit, j'arrêtais mes troupes dans les faubourgs de Bapaume. Il ne se trouvait plus dans cette ville que quelques centaines de Prussiens, sans artillerie.

Si nous étions entrés dans la ville et que les Prussiens eussent voulu se défendre dans les étages des maisons, la ville eût été inévitablement incendiée, ce que je voulais éviter.

Cette même nuit, pendant que l'armée française couchait dans les villages conquis, les Prussiens évacuaient Bapaume.

Le matin du 4, l'armée française, pour se refaire, allait chercher des cantonnements à six kilomètres en arrière; elle n'entra à Bapaume que deux jours après.

Maintenant admettons des pertes égales de part et d'autre, environ douze cents hommes tués ou blessés de chaque côté, et l'on avouera que, si les Prussiens ont le droit de crier victoire chez eux, nous avons bien le droit d'en faire autant chez nous, sans qu'on vienne nous contredire.

Veillez agréer, etc.

## CHAPITRE XV

SIÈGE DE PARIS (du 1<sup>er</sup> au 19 janvier 1871).

Bombardement des forts. — Les obus tombent dans la ville. — Proclamation du gouvernement. — Proposition de Delescluze. — Les délégués des vingt arrondissements de Paris. *L'offiche rouge*. — Réponse du gouverneur de Paris. — Démission de Delescluze et de ses adjoints. — Physionomie de Paris pendant le bombardement. — Bombardement des hôpitaux et des musées. — M. Jules Favre et la conférence de Londres. — La dernière sortie. — Préparatifs militaires. — Proclamation du gouvernement. — Bataille de Buzenval (19 janvier). — Dépêches officielles. — Admirable attitude de la garde nationale. — Les morts de Buzenval : Henri Regnault, Gustave Lambert, etc. — DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES.

Avec l'année 1871 commence l'empire d'Allemagne réédité et tiré, tout poudreux, du fond du moyen âge. Le César germanique teignait maintenant sa pourpre dans un sang nouveau.

Le bombardement des forts de Paris, commencé à la fin de décembre 1870, fut continué par les Prussiens avec une certaine intensité pendant les premiers jours de janvier 1871. Tout d'abord les projectiles ennemis ne causaient que peu de dommage sur ces forts et sur les villages environnants; mais les obus devinrent, vers le 3 janvier, assez fréquents et assez bien dirigés. Sur le seul fort de Nogent il tombait, ce jour-là, 600 obus. Le rapport officiel français sur cette journée affirme que nul effet, sauf de légers dégâts, ne fut produit par ces projectiles : un seul homme fut blessé légèrement. Ce même jour, le commandant des éclaireurs de la Seine, Poulizac, tentait en avant de Grosly une petite expédition qui réussissait; un poste de soldats prussiens de la garde était surpris, quelques-uns de ses hommes tués et six ramenés prisonniers. *L'Avenir national* disait alors, avec raison, que c'était par des opérations semblables, si minimes qu'elles fussent, qu'on devait fatiguer, inquiéter sans cesse l'ennemi et tenir nos soldats en haleine. Le 4 janvier, Montreuil, Bondy, tous les forts de l'est étaient canonnés avec vivacité. Le fort de Nogent recevait, cette fois, plus de 1,200 obus. Bientôt ce bombardement allait redoubler d'intensité et les Prussiens mêmes ne devaient plus se contenter de lancer leurs obus sur nos positions fortifiées, ils allaient traiter Paris comme ils avaient traité Strasbourg, Belfort et Mézières, et faire payer à la population civile la résistance des défenseurs militaires.

Issy, Vanves, Montrouge, — que le général Trochu craignait de voir bombardés dès le 15 septembre, —

furent couverts d'obus dans la journée du 5 janvier. Des pièces de gros et de petit calibre faisaient feu à la fois et on recueillait sur nos positions bombardées des obus qui n'avaient pas éclaté et qui mesuraient 22 centimètres de diamètre et 55 centimètres de hauteur. Depuis le 29 décembre, les casemates du fort de Rosny étaient traversées; de huit heures du matin à six heures du soir près de 2,000 projectiles s'étaient abattus sur l'enceinte, l'escarpe et la contrescarpe (1). Nos redoutes des Hautes-Bruyères et du Moulin-Saquet avaient en même temps leur part de projectiles, mais c'est ce jour-là que Paris allait recevoir le baptême du feu.

Les batteries prussiennes, installées au plateau de Châtillon d'un côté, au moulin d'Orgemont de l'autre, pouvaient facilement atteindre, quoi que pussent dire les optimistes, au cœur même de Paris. L'Allemagne, impatiente de voir finir la guerre et profondément irritée de la résistance de cette ville qu'elle nommait avec Guerrazzi le *Temple de la volupté*, ou encore la *Babylone moderne*, l'Allemagne avait maintes fois, avec énergie, réclamé le bombardement de Paris. On prêtait à la piété de la reine Augusta le retard apporté par les chefs allemands dans cette œuvre de destruction et de mort. M. de Bismarck avait même, paraît-il, plusieurs fois répété à des étrangers qu'il ne bombarderait point Paris et laisserait à la famine le soin d'ouvrir à l'armée allemande les portes de la ville assiégée.

Mais ce siège cruel par la disette et la faim finit par trop se prolonger, au gré du roi Guillaume, et, le 5 janvier au matin, Sa Majesté adressait pieusement à la reine cette dépêche, dont la dure précision fait contraste, cette fois, avec tant d'autres dépêches en apparence attendries :

(1) Hermann Robolsky. Voy. le *Siège de Paris raconté par un Prussien*.